



APPEL AUX RETRAITE(E)S

Pour les retraité(e)s de notre pays, ce ne sont pas les innombrables poissons liés au 1^{er} avril qui feront date ce 1^{er} avril 2014, mais le premier acte de l'application de la réforme des retraites de l'automne 2013.

Le 1^{er} avril 2014, les retraités ne percevront aucune revalorisation de leur pension ou retraite de base, alors que c'était la situation l'an passé. Celle-ci est reportée au 1^{er} octobre, ce qui fera 18 mois sans revalorisation. Ce sont ainsi 600 millions (chiffres du gouvernement) qui seront pris aux retraités.

Ce n'est pas la première atteinte au niveau de vie des retraités. Depuis 1986, les réformes se sont succédées pour durcir les conditions d'obtention de la retraite et réduire leur niveau : passage de 10 à 25 ans pour les salariés du privé, indexation des retraites sur les prix et non sur les salaires, décote, allongement des durées de cotisation... suppression de la demi part supplémentaire aux veufs et veuves ayant eu des enfants, fiscalisation brutale du supplément de 10% pour les retraités ayant eu 3 enfants et plus, et, depuis le 1^{er} avril 2013, instauration d'une taxe de 0,3% pour les retraités imposables (c'est la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie – CASA - affectée à l'aide à l'autonomie).

Le pouvoir d'achat des retraités baisse. De plus en plus de retraités, et notamment les femmes, sont en deçà du seuil de pauvreté.

Pour nos organisations syndicales, la retraite n'est pas un privilège ou une prestation d'action sociale. Elle est un droit obtenu par le travail et son niveau est directement le résultat des rémunérations perçues pendant la vie professionnelle et le nombre d'années cotisées.

La baisse du pouvoir d'achat des retraités ne résout en rien les difficultés financières des régimes de retraites. C'est la création d'emplois, la revalorisation des salaires, l'égalité des salaires des femmes, l'arrêt des exonérations de cotisations, l'élargissement de l'assiette à tous les revenus distribués par les entreprises, qui créeront les ressources nécessaires. La politique d'austérité pour le plus grand nombre, suivie actuellement par le gouvernement appellera d'autres reculs, alimentera la spirale infernale de la baisse de la demande, de la récession, des baisses d'emplois et des cotisations...et renforcera les difficultés.

Nous nous opposons à cette dégradation continuelle. Il est urgent de mettre en place d'autres orientations économiques et budgétaires et un autre partage des richesses.

Nos organisations vous appellent à intervenir localement auprès des préfetures, représentations du MEDEF, patronat local... et à se préparer à des mobilisations larges au début juin.